



Rallye Dakar en Arabie Saoudite : la course ne doit pas occulter la situation désastreuse des droits humains dans le pays.

Paris, le 3 janvier 2020. Alors que le prochain rallye Dakar se déroulera du 5 au 17 janvier en Arabie Saoudite, la FIDH et ses trois organisations membres dans le Golfe, en Arabie Saoudite et en France - le Gulf Center for Human Rights (GCHR), ALQST et la Ligue des droits de l'Homme (LDH), craignent que la médiatisation de cet événement ne soit utilisée pour dissimuler le bilan des droits humains calamiteux du pays. Elles appellent les organisateurs du Rallye et les concurrents à évoquer publiquement cette situation et à faire pression sur les autorités saoudiennes pour qu'elles libèrent et abandonnent les poursuites contre les défenseur.e.s des droits humains dans le pays.

Ces dernières années, en complément de son programme de réformes économiques et de modernisation du pays « vision 2030 », l'Arabie Saoudite n'a pas ménagé les campagnes de communication de grande ampleur et les efforts afin d'améliorer son image, largement ternie par son engagement au Yémen et la répression féroce qui s'abat sur toutes les formes de dissidences dans le pays.

Elle s'est notamment lancée dans une vaste campagne d'achats et de financements d'événements culturels et sportifs. Depuis le meurtre du journaliste et dissident Jamal Khashoggi, cette tendance s'est accélérée. La France, partenaire stratégique, diplomatique et militaire, fait figure de cible de choix dans cette stratégie d'achats d'événements et de mise en place de partenariats.

Ces moyens considérables déployés par le régime saoudien ne doivent pas faire oublier la désastreuse situation des droits humains dans le pays, qui doit être rappelée à l'occasion du Rallye Dakar.

Le royaume continue d'appliquer largement la peine capitale (plus de 180 exécutions en 2019 ; 150 en 2018). Le 23 avril 2019, soit deux jours avant la conférence de presse organisée à Al-Qiddiya pour annoncer le programme du rallye Dakar, 37 détenus étaient exécutés, dont des personnes mineures lors de leurs arrestations. Les méthodes d'exécution sont particulièrement brutales : décapitation, lapidation en cas d'adultère.

La situation des dissidents, activistes et journalistes reste critique, de simples défenseurs des droits humains purgeant actuellement des peines de prison allant de 6 à 30 ans. Si le meurtre du célèbre journaliste et dissident Jamal Khashoggi à l'intérieur du consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul en octobre 2018 a suscité une vague d'indignation internationale sans précédent, les disparitions forcées ont continué. Telles celles du journaliste Marwan Al-Muraisy, du dignitaire religieux Sulaiman Al-Dowaish, ou du travailleur humanitaire Abdulrahman Al-Sadhan. En novembre 2019, une nouvelle vague d'arrestations ciblait des intellectuels et des journalistes.

La situation des femmes ayant combattu pour l'amélioration de la condition féminine est tout aussi préoccupante. Ainsi, entre mai et juillet 2018, une nouvelle vague d'arrestations ciblait les leaders de la contestation. Parmi elles, Loujain Al-Hathloul, célèbre pour avoir milité pour que les femmes

obtiennent le droit de conduire. Certaines, dont Loujain, furent victimes d'actes de torture pendant leur détention, et sont toujours emprisonnées. Entre mars et avril 2019, une nouvelle vague d'arrestations ciblait 14 de leurs soutiens.

De manière plus générale, les cadres législatifs et réglementaires restent très conservateurs – notamment sur les droits des femmes. Le système de tutorat mâle maintient de fait les femmes mineures à vie. Ces cadres sont également très répressifs, et sont utilisés pour harceler, poursuivre et condamner les personnes essayant d'exercer pacifiquement leurs droits à s'exprimer ou s'associer librement. De plus, le renforcement en 2017 de l'arsenal législatif antiterroriste a surtout été utilisé pour s'attaquer aux activistes pacifiques. Enfin, les minorités, notamment les 10 à 15 % de chiites, les travailleurs migrants et les personnes apatrides, restent soumis à des traitements discriminatoires.

Sur le plan extérieur, l'interventionnisme croissant du Royaume Saoudien a eu de graves conséquences, notamment au Yémen, devenue la plus grave crise humanitaire au monde selon les Nations Unies. La coalition arabe dirigée par l'Arabie Saoudite est soupçonnée de crimes de guerre dans le conflit, qui aurait fait plus de 100 000 morts depuis 2015.

Enfin, cet interventionnisme s'est également déployé au sein des organisations internationales. En 2017, la FIDH publiait un rapport démontrant comment Riyad tentait de saper, une fois encore grâce à ses financements, le système des droits humains des Nations Unies.

Face à un bilan aussi calamiteux, détaillé dans le dossier de presse ci-joint, nos organisations demandent notamment que les organisateurs du Rallye, concurrents, et diffuseurs officiels évoquent publiquement la situation des droits humains, et fassent pression sur les autorités saoudiennes pour qu'elles libèrent et abandonnent toutes les poursuites contre les défenseur-e-s des droits humains dans le pays, y compris les femmes détenues pour avoir simplement exercé leurs libertés fondamentales et notamment le droit de conduire.